

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**MONABANQ**

Société anonyme au capital de 19 500 000 €.  
Siège social : Parc de la Haute Borne 61 Avenue Halley – 59650 VILLENEUVE D’ASCQ  
341 792 448 R.C.S. Lille Métropole

Comptes annuels au 31 décembre 2020 approuvés par l’Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 25 mai 2021

**I. — Bilan**

(En milliers d’Euros)

Actif (en milliers d’euros)	31/12/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales	34	28
Créances sur les établissements de crédit	352 098	412 522
– À vue	57 332	32 715
– À terme	294 766	379 807
Opérations avec la clientèle	340 473	153 957
– Autres concours à la clientèle	92 656	151 990
– Crédits à la clientèle financière	245 000	0
– Comptes ordinaires débiteurs	2 817	1 967
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	822	541
Immobilisations incorporelles	97	177
Immobilisations corporelles	18	30
Autres actifs	5 162	5 192
Comptes de régularisation	5 316	4 172
<b>Total de l’actif</b>	<b>704 020</b>	<b>576 619</b>
Passif (en milliers d’euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit	5 808	18 635
– À vue	808	635
– À terme	5 000	18 000
Opérations avec la clientèle	651 917	523 020
• Comptes d’épargne à régime spécial	394 759	350 316
– À vue	393 504	344 389
– À terme	1 255	5 927
• Autres dettes	257 158	172 704
– À vue	257 158	172 704
– À terme	0	0
• Autres passifs	8 449	11 124
Comptes de régularisation	9 401	7 763
Provisions	1 568	1 517
Dettes subordonnées	0	0
Capitaux propres hors FRBG	26 877	14 560
– Capital souscrit	19 500	7 500
– Primes d’émission	2 775	2 775
– Réserves	14 284	13 481
– Provisions réglementées	0	0
– Report à nouveau	0	0
– Résultat de l’exercice	-9 682	-9 196
<b>Total du passif</b>	<b>704 020</b>	<b>576 619</b>

**Hors-Bilan**

Hors bilan	31/12/2020	31/12/2019
<b>Engagements donnés</b>		
<u>Engagements de financement</u>		
– Engagements en faveur d’établissements de crédit	0	0
– Engagements en faveur de la clientèle	33 714	30 766
<u>Engagements de garantie</u>		
– Engagements en faveur d’établissements de crédit	230	230
– Engagements en faveur de la clientèle	1 610	1 610
<b>Engagements reçus</b>		
<u>Engagements de financement</u>		
– Engagements reçus d’établissements de crédit	0	0
<u>Engagements de garantie</u>		

– Engagements reçus d'établissements de crédit	115	115
– Engagements reçus de la clientèle	24 383	16 579

**II. — Compte de résultat**

	31/12/20	31/12/19
Intérêts et produits assimilés	14 664	16 806
– <i>Sur opérations avec les établissements de crédit</i>	2 318	2 921
– <i>Sur opérations avec la clientèle</i>	9 187	9 186
– <i>Sur obligations et autres titres à revenu fixe</i>		0
– <i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	3 159	4 699
Intérêts et charges assimilés	-736	-1 635
– <i>Sur opérations avec les établissements de crédit</i>	0	0
– <i>Sur opérations avec la clientèle</i>	-721	-1 619
– <i>Sur obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0	0
– <i>Autres intérêts et charges assimilés</i>	-15	-16
Commissions (produits)	11 712	10 168
Commissions (charges)	-4 687	-3 941
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	68	133
Autres charges d'exploitation bancaire	-350	-294
<b>Produit net bancaire</b>	<b>20 671</b>	<b>21 237</b>
Charges générales d'exploitation	-28 640	-28 337
<i>Frais de personnel</i>	<i>-11 581</i>	<i>-10 921</i>
<i>Autres frais administratifs</i>	<i>-17 059</i>	<i>-17 416</i>
Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-25	-41
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-7 994</b>	<b>-7 141</b>
Coût du risque	-1 666	-2 103
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-9 660</b>	<b>-9 244</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-80	0
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-9 740</b>	<b>-9 244</b>
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	58	48
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
<b>Résultat net</b>	<b>-9 682</b>	<b>-9 196</b>

**III. — Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'imputer en totalité la perte de l'exercice 2020, s'élevant à 9 682 196,58 euros, sur la réserve spécialement constituée à cet effet par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 décembre 2020.

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte de ce qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

**IV. — Annexes****I. Faits marquants de l'exercice**

Malgré la crise sanitaire, l'année 2020 conforte le fort dynamisme de l'activité commerciale que l'on observe depuis plusieurs années.

Alors que nous avons fait le choix de modifier en profondeur notre gamme de produits de banque au quotidien, la conquête de nouveaux clients par la banque au quotidien ne cesse de progresser et ce à coût maîtrisé. Nous avons capté davantage de clients qu'en 2019 (+ de 30 000 ouvertures de comptes courants sur prospects) avec un coût d'acquisition en baisse par rapport à l'année dernière.

En parallèle, si les ventes de crédits ont été un peu affectées par la baisse de la consommation des ménages, les produits d'épargne et d'IARD continuent leur montée en puissance.

La croissance de notre base clients s'est accompagnée de nombreux travaux sur l'amélioration de nos process, tant sur le plan humain que sur le plan digital, afin de respecter au mieux nos engagements budgétaires.

En mars puis décembre 2020, l'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 12 000 000 euros puis 10 000 000 euros pour le passer à 29 500 000 euros, puis une réduction en décembre 2020 de capital de 10 000 000 euros par imputation sur les réserves indisponibles, celles-ci passant à 12 349 887,25 euros.

Nouvelle définition du douteux :

Monabanq a, au cours de l'exercice 2020, appliqué la nouvelle définition du défaut prudentiel, conformément aux lignes directrices de l'EBA.

Les évolutions opérées, par Monabanq, sur la définition du douteux sont les suivantes :

- Déclassement en défaut quotidiennement
- Analyse du défaut à l'emprunteur, en ce qui concerne sa qualité mais aussi en termes de calcul de jour d'arriéré de paiement ;
- Introduction de seuils définis à l'emprunteur pour qualifier l'arriéré de 90 jours
- Introduction d'une période probatoire pour le retour en encours sains

Par ailleurs, Monabanq a élargi la définition des encours en *forbearance* conformément aux recommandations de la mission OSI-2018 -FRCMU-3541.

Ces évolutions constituent un changement d'estimation, dont l'impact non significatif est comptabilisé en résultat au cours de l'exercice du changement.

#### Crise sanitaire liée au Covid-19 :

L'exercice 2020 est fortement marqué par la crise économique et sanitaire liée à la COVID-19.

Les périodes de confinement de la population, et la fermeture des commerces non essentiels, ont très sensiblement impacté le niveau d'activité de Monabanq.

Grâce à une forte mobilisation des collaborateurs et des équipes informatiques, les solutions permettant le télétravail ont été mises en place. Cette réactivité a permis de continuer à gérer sans discontinuité l'ensemble des flux avec nos clients, que ce soit en relation client, à l'acceptation ou au recouvrement.

Très rapidement également et afin d'anticiper la probable dégradation de solvabilité de nos prospects et clients, des mesures limitant le coût du risque ont été prises : vérification que le client n'est pas au chômage partiel, exigences renforcées sur les professions indépendantes, révision des règles et scores sur certaines populations en prospection et fidélisation, baisse du montant maximum de certains produits, suivi renforcé des financements stock des partenaires auto, etc.

Dans le même temps, les frais sont maîtrisés : gel des recrutements ; baisse des dépenses marketing pour préserver la rentabilité ; baisse des coûts opérationnels liés à des ouvertures moins importantes ; baisse des dépenses pouvant être reportées.

Concernant le coût du risque, les entrées en impayés sont restées stables.

## **II. Principes comptables**

Les comptes de Monabanq ont été établis conformément aux dispositions réglementaires, en particulier, telles qu'elles sont prévues par les dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que pour l'exercice précédent ont été retenues.

### **A. Créances sur la clientèle**

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Monabanq identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains.

Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Monabanq, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Monabanq, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Monabanq.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Monabanq comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt.

La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire.

Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

### **B. Titres**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

En ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Monabanq ne détient que des titres de placement et/ou d'investissement.

#### **• Titres de placement**

Les titres de placement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

#### **• Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent sauf exceptions pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

### **C. Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif.

Les principes retenus sont les suivants :

#### Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en autres immobilisations incorporelles et font l'objet d'un amortissement comptable de 5 à 7 ans.

#### Immobilisations corporelles

Agencements, aménagements et sécurité : 10 ans

Autres immobilisations : 4 à 5 ans

### **D. Provisions**

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

### **E. Produits et charges d'exploitation bancaire**

Les produits et charges bancaires sont comptabilisés au compte de résultat *prorata temporis*, à l'exception des indemnités de retard sur dossiers de crédit qui sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

### **F. Opérations sur instruments financiers à terme**

Monabanq a mis en place au 31 décembre 2020 des opérations de macro-couvertures correspondant aux opérations suivantes :

- Swaps, emprunteur Taux Variable, prêteur Taux Fixe

Ces différents engagements constituent des opérations de macro-couverture du risque de taux.

En effet, toutes ces opérations sur marchés à terme, de gré à gré, viennent s'adosser à des ressources à taux variable ou au renouvellement de ressources à taux fixe échues à court terme, et ceci afin de diminuer l'exposition de Monabanq à d'éventuelles hausses de taux.

En 2020, les charges et produits sont inscrits *prorata temporis* dans la rubrique « autres intérêts et produits (charges) assimilés ».

### G. Événements post clôture

Il n'y a pas d'événement post clôture n'ayant pas eu d'impact sur les comptes au 31/12/2020

### H. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à Monabanq sont :

- la société qui contrôle l'entité Monabanq S.A. : COFIDIS Participations S.A.,
- les entités contrôlées par la société mère : la Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- les principaux dirigeants de Monabanq S.A. ou de ses actionnaires

### III. Notes sur le bilan

#### Actif (en milliers d'euros)

##### A. Créances sur les établissements de crédit

Ces créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2020	2019
Comptes à vue *	57 332	32 715
Comptes à terme	223 000	379 090
Créances rattachées	568	717
<b>Total</b>	<b>280 900</b>	<b>412 522</b>

\* dont Compte BFCM pour 56 662 €

#### Échéancier au 31.12.2020

En milliers d'euros	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances sur les établissements de crédit	280 900	122 900	0	44 000	114 000

##### B. Opération sur la clientèle

Ce poste s'analyse de la façon suivante au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Autres concours Clientèle	Comptes ordinaires Débiteurs	Total 2020	Total 2019
Encours sains	328 550	2 148	330 698	141 341
Encours dépréciés non douteux	1 366		1 366	1 549
Encours sains restructurés nets de décote	1 256		1 256	3 637
Encours douteux	18 197	1 733	19 930	21 996
Dépréciations	-12 360	-1 064	-13 424	-15 257
<b>Encours nets</b>	<b>337 009</b>	<b>2 817</b>	<b>339 826</b>	<b>153 266</b>
Créances rattachées	647		647	691
<b>Encours totaux</b>	<b>337 656</b>	<b>2 817</b>	<b>340 473</b>	<b>153 957</b>

#### Échéancier au 31.12.2020

En milliers d'euros	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle (encours sains)	333 320	6 090	16 991	162 397	147 842

En milliers d'euros	Ouverture 31/12/2019	Dotation/Reprise nette	Clôture 31/12/2020
<b>Dépréciations</b>	-15 527	-1 833	-13 424
Dont			
– Encours sains	-232	-48	-184
– Encours douteux	-2 536	300	-2 836
– Encours douteux compromis	-12 489	-2 085	-10 404
<b>Encours Nets</b>	<b>153 266</b>		<b>339 826</b>

##### C. Immobilisations incorporelles et corporelles

En milliers d'euros	2020 valeur brute	2020 amortissements dépréciations	2020 valeur nette	2019 valeur nette
---------------------	-------------------	--------------------------------------	-------------------	-------------------

<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>518</b>	<b>421</b>	<b>97</b>	<b>177</b>
Inst, générales, agencts, aménagements divers	330	330	0	18
Matériel de transport	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	614	596	18	12
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>944</b>	<b>926</b>	<b>18</b>	<b>30</b>

**D. Autres actifs**

En milliers d'euros	2020	2019
Appel de marge	400	1 000
Dépôts de garantie versés	507	515
Avance permanente	1 282	1 275
Compte collectif Clients	10	15
Flux bancaires en attente	2 661	1 836
État, IS et/ou avances Pt libératoires	58	48
Divers	244	503
<b>Total</b>	<b>5 162</b>	<b>5 192</b>

Les flux bancaires en attente correspondent à des flux clients en instance de dénouement.

**E. Comptes de régularisation (actif)**

En milliers d'euros	2020	2019
Charges constatées d'avance	55	45
Produits à recevoir	1 162	1 068
Flux bancaires en attente	4 099	3 060
<b>Total</b>	<b>5 316</b>	<b>4 173</b>

Les charges constatées d'avance et les produits à recevoir incluent les créances rattachées sur instruments de hors bilan.

**Passif (en milliers d'euros)****F. Dettes envers les établissements de crédit**

Ce poste se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2020	2019
Comptes à vue	808	635
Dettes à terme	5 000	18 000
Dettes rattachés	0	0
<b>Total</b>	<b>5 808</b>	<b>18 635</b>

**Échéancier au 31.12.2020 (hors dettes rattachées)**

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Comptes à vue	808	808			
Dettes à terme	5 000	0	0	0	5 000

**G. Comptes créditeurs de la clientèle**

Ce poste se décompose de la façon suivante

En milliers d'euros	2020	2019
Compte d'épargne à régime spécial		
– à vue	322 306	344 389
– à terme	1 255	5 927
Autres dettes		
– à vue	257 158	172 704
<b>Total</b>	<b>580 719</b>	<b>523 020</b>

Les comptes d'épargne à régime spécial sont constitués de Livrets ordinaires, Livrets Jeunes, de Livrets de Développement Durable, de Livrets d'Épargne Populaire et de Comptes A Terme.

Application du règlement ANC 2020-10 qui apporte la modification de présentation des états financiers. Dorénavant, la créance de la CDC relatif aux encours des livrets réglementés (A et LDD) est présentée en diminution de la dette sur la clientèle. Le montant au 31/12/2020 est 71 198 k€.

**H. Autres passifs**

En milliers d'euros	2020	2019
Personnel et comptes rattachés	1 138	1 296

Fournisseurs	809	976
État, impôts et taxes	160	196
Divers	242	256
Appel de marge reçu	6 100	8 400
<b>Total</b>	<b>8 449</b>	<b>11 124</b>

**I. Comptes de régularisation (passif)**

En milliers d'euros	2020	2019
Charges à payer	6 248	5 704
Autres	3 153	2 059
<b>Total</b>	<b>9 401</b>	<b>7 763</b>

Les charges à payer sont principalement constituées de charges générales d'exploitation dont les refacturations à payer au GEIE SynerGIE ainsi que de dettes rattachées sur instruments de hors bilan.

**J. Provisions**

En milliers d'euros	31/12/2019	Dot. de la période	Reprise utilisée	Reprise non- utilisée	31/12/2020
– Provisions Litiges	709	62	75	0	696
– Provision retraite	694	56	0	0	750
– Médailles du Travail	114	8	0	0	122
<b>Total des provisions</b>	<b>1 517</b>	<b>126</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>1 568</b>

**K. Capitaux propres**

Le capital social de Monabanq s'élève à 19 500 000 euros, il est composé de 1 218 750 actions d'un montant nominal de 16 euros, entièrement libérées.

Les réserves : la variation des postes réserves s'explique comme suit :

	31.12.19	Affectation du résultat 2019	+	-	31.12.20
En milliers d'euros					
Capital (*)	7 500	0	22 000	-10 000	19 500
Prime d'admission	2 775	0			2 775
Réserve légale	1 700	0			1 700
Autres réserves distribuables	234	0			234
Réserves diverses (*)	553	0		-553	0
Réserve indisponible (*)	10 994	-9 196	10 553		12 351
Prov réglementée	0	0			0
Report à nouveau	0	0			0
Résultat	-9 196	9 196	-9 682		-9 682
<b>Total</b>	<b>14 560</b>	<b>0</b>	<b>22 871</b>	<b>-10 553</b>	<b>26 878</b>

(\*) L'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 12 000 000 euros en mars 2020 puis de 10 000 000 € en décembre 2020 pour le porter de 29 500 000 euros.

Puis l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social de 10 000 000 euros, pour le ramener à la somme de 19 500 000 euros de la manière suivante :

À hauteur de 10 000 000 euros, par alimentation de la réserve indisponible

En transférant le solde du compte Réserves diverses vers le compte de Réserves indisponibles pour 553 086.61 euros

**IV. Notes sur les IFT et hors bilan****A. Instruments financiers à terme**

Comptablement, toutes les opérations sont prises en compte dès leur conclusion, même si la période couverte est différée.

**Macro couverture**

– Swaps, à hauteur de 125 millions d'euros

**Échéancier au 31.12.2020**

En milliers d'euros	Total bilan	- d'un an	1 à 5 ans	> 5 ans
Swaps	125 000	60 000	10 000	55 000

La juste valeur des instruments dérivés s'établit à 5 506milliers d'euros

**B. Engagements de financement reçus**



Au 31/12/2020, il n'existe plus d'accords de refinancement reçus.

### C. Engagements donnés de financement en faveur de la clientèle

Les concours que la société s'est irrévocablement engagée à consentir en faveur de ses clients, lorsque ceux-ci en feront la demande (dans le cadre d'ouverture de crédit permanent) s'élèvent au 31/12/2020 à 33 714 milliers d'euros contre 30 766 milliers d'euros au 31/12/2019.

## V. Notes sur le compte de résultat

### A. Intérêts et produits assimilés sur les opérations avec les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 319	2 921
Sur opérations avec la clientèle*	9 186	9 186
Autres intérêts et produits assimilés**	3 159	4 699
<b>Total</b>	<b>14 664</b>	<b>16 806</b>

\*Cette rubrique de 9 186 milliers d'euros s'entend du montant des affaires réalisées avec les tiers dans l'activité professionnelle normale et courante de l'entreprise.

\*\*Cette rubrique comprend les produits sur instruments financiers.

### B. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec la clientèle*	721	1 619
Autres intérêts et charges assimilés	15	16
<b>Total</b>	<b>736</b>	<b>1 635</b>

\*Cette rubrique reprend les charges sur comptes et livrets de la clientèle

### C. Commissions

Les postes de charges se composent de :

En milliers d'euros	2020	2019
Opérations avec la clientèle	1 963	1 695
Prestations de services	2 724	2 246
<b>Total</b>	<b>4 687</b>	<b>3 941</b>

Les commissions se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires, ainsi que des commissions interbancaires.

Les postes de produits se composent de :

En milliers d'euros	2020	2019
Opérations avec la clientèle	4 902	2 981
Prestations de services	6 810	7 187
<b>Total</b>	<b>11 712</b>	<b>10 168</b>

Les commissions se composent principalement de commission d'assurance, ainsi que de commission liées à l'activité clientèle.

### D. Charges générales d'exploitation

#### Charges de personnel

En milliers d'euros	2020	2019
Salaires et traitements	7 125	6 862
Charges sociales	2 914	2 709
Charges fiscales	1 084	812
Intéressement et participation	458	538
<b>Total</b>	<b>11 581</b>	<b>10 921</b>

#### Autres frais administratifs

En milliers d'euros	2020	2019
Locations diverses	1 040	1 008
Refacturation groupe	4 257	4 127
Frais informatiques	2 572	3 081
Autres charges (dont budget marketing)	9 190	9 200
<b>Total</b>	<b>17 059</b>	<b>17 416</b>

### E. Coût du risque

En milliers d'euros	2020	2019
---------------------	------	------

Dotation aux dépréciations (y compris la décote)	-4 642	-4 346
Reprise de dépréciations	6 472	7 458
<b>Reprise nette</b>	<b>-1 830</b>	<b>-3 112</b>
Perte sur créances	-4 694	-6 994
Récupérations sur créances amorties	1 198	1 779
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 666</b>	<b>-2 103</b>

**F. Impôt sur les bénéfices**

En milliers d'euros	2020	2019
Résultat courant avant impôt	-9 740	-9 244
Provisions réglementées	0	0
Impôt sur les bénéfices	58	48
Résultat net	-9 682	-9 196

Monabanq est intégré fiscalement depuis le 28/03/2011 au sein du groupe porté par la société Cofidis participations. Le montant des déficits restants non utilisés s'élève à 9 986 724 €.

**VI. Autres informations****A. Effectif**

L'effectif moyen du personnel en 2020 est de :

Cadres	66
Techniciens des métiers de la banque	133
<b>Total</b>	<b>199</b>

**B. Rémunérations des dirigeants**

Cette information n'est pas communiquée car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

**C. Informations sur les engagements de retraite**

L'ensemble des engagements de retraite de Monabanq est provisionné dans les comptes annuels.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que jubilés, médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites et autres avantages*.

Les hypothèses retenues sont ; Taux d'actualisation : 0.45 %, Taux d'augmentation : 1.8 %, Table mortalité : INSEE.

Le montant du stock des écarts actuariels non comptabilisés est de 29 423 €.

**D. Publicité des honoraires des commissaires**

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes sont fournies dans l'annexe des comptes consolidés de la société Cofidis Participations.

**E. Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier, et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009, imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et activités dans les États ou territoires n'ayant pas conclu de convention d'assistance administrative avec la France (accords destinés à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires).

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2020, Monabanq n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

**F. Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)**

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 7 606 comptes pour 2 133 388.84 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 137 comptes pour 89 073.04 € déposés à la Caisse des Dépôts et consignations.

### **G. Divers**

Monabanq est consolidée depuis le 2 Octobre 2009 au niveau de COFIDIS PARTICIPATIONS, dont le siège social se situe rue du Halley, Parc de la haute Borne à Villeneuve-d'Ascq.

### **H. Proposition d'affectation des résultats 2020**

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

- affectation de la perte, soit 9 682 196.58 euros en réserves indisponibles.

### **I. Informations relatives aux parties liées**

Les conditions de transactions avec les parties liées sont conclues dans des conditions normales de marché.

## **V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux actionnaires de Monabanq,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Monabanq relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Rapports des commissaires aux comptes requis par les textes légaux et réglementaires dans le cadre des opérations sur le capital intervenues sur l'exercice.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Point clé de l'audit : dépréciations au titre du risque de crédit**

Risque identifié	Notre réponse
Compte tenu de son activité d'établissement de crédit à la consommation, Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur	Nos travaux ont consisté à apprécier l'adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées

<p>la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non-recouvrement.</p> <p>Comme détaillé dans la note II-1 de l'annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement et de pertes, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des dépréciations et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2020.</p> <p><i>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 12,4 M€ pour un encours brut de 353,9 M€ au 31 décembre 2020. Le coût du risque sur l'exercice 2020 s'élève à 1,7 M€ (contre 2,1 M€ sur l'exercice 2019).</i></p> <p><i>Pour plus de détails sur les principes comptables applicables et les expositions, se référer aux notes II-A, III-B et V-F de l'annexe.</i></p>	<p>pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle. Nous avons avec l'aide de nos experts (actuariers) et spécialistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprécié le processus de classification des encours, de détermination et de gouvernance des modèles de dépréciation mis en place par la direction,</li> <li>• Contrôlé les ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;</li> <li>• Testé par sondage la classification des encours ;</li> <li>• Analysé la cohérence des taux de dépréciation issus des modèles et vérifié par sondage l'exactitude arithmétique des calculs réalisés pour déterminer les dépréciations ;</li> <li>• Contrôlé le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe, vérifié les contrôles généraux informatiques, les interfaces et les contrôles embarqués dans les applications relatives aux dépréciations des créances.</li> <li>• Vérifié l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels relatives aux dépréciations des créances sur la clientèle.</li> </ul>
--	--

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce concernant les dettes fournisseurs ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Monabanq par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2013 pour le cabinet Mazars et du 30 mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet Mazars était dans la vingt-septième année de sa mission sans interruption, et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la quatrième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les

décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Lille, et Neuilly-sur-Seine, le 10 mai 2021

*Les Commissaires aux comptes*

**Mazars**  
Anne Veaute  
Associée

Vincent Rambaux  
Associé

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Nicolas Wilfart  
Associé

## **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Monabanq situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve-d'Ascq Cedex.